

http://www.liberation.fr/evenement/1996/05/24/une-longue-relation-equivoquele-centrafrique-est-depuis-toujours-une-chasse-gardee-francaise_170772



Une longue relation équivoque

Le Centrafrique est depuis toujours une chasse gardée française.

PIERRE HASKI¹ 24 MAI 1996

La dernière fois que l'armée française s'est aussi ouvertement et brutalement mêlée des affaires intérieures centrafricaines, la population a accueilli les «bérets rouges» à bras ouverts. C'était en 1979, lors de l'opération Barracuda destinée à renverser le dictateur d'alors, l'empereur Bokassa: les Centrafricains sortaient de leurs maisons pour offrir à boire aux militaires français et les invitaient chez eux le soir, au point que l'un d'eux a épousé la fille d'une opposante notoire. Le déferlement de masse hier, dans les rues de la capitale centrafricaine, aux cris de «à mort les Français!», montre qu'il en va autrement cette fois, même si l'argumentaire de Paris est le même: «Défendre la démocratie»...

Deux mauvaises solutions. En décidant d'aller au-delà de l'intervention classique destinée à protéger les ressortissants étrangers, la France a tranché entre deux mauvaises solutions. Refuser d'agir face à la montée d'une situation chaotique comportait le risque de laisser s'effondrer un nouvel État africain, une situation à la libérienne: la France n'aurait-elle pas été accusée de «non-assistance à État en danger»? Voler à la rescousse du régime menacé d'Ange-Félix Patassé, régulièrement élu en 1993 mais rejeté par une bonne partie de la population pour sa corruption effrénée, risquait, à l'inverse, d'alimenter un sentiment antifrançais latent à Bangui. Entre ces deux attitudes, Paris a choisi la seconde, préférant assumer l'impopularité au chaos dans un pays qui, rappelons-le, abrite deux bases clés du dispositif militaire français en Afrique. Les accords de défense entre Paris et Bangui sont, de ce point de vue, secondaires: il n'en existait pas lors de l'intervention de 1979... La décision est politique, et avant tout française.

Ce faisant, toutes les contradictions de la présence française resurgissent, transformant ce pays d'Afrique centrale en un piège dont la France aura du mal à sortir sans dégâts. Le Centrafrique n'a connu, en plus de trois décennies d'indépendance, que quelques brèves éclaircies démocratiques et stables, et la France, étroitement associée à son histoire, n'y a guère récolté de gloire. Après des débuts prometteurs, sous la houlette de Barthélemy Boganda, mort prématurément dans un accident d'avion, la RCA est allée de mal en pis. A commencer par le règne de folie de

¹ Pierre Haski est un journaliste de référence pour ses analyses de géopolitique africaine. Il fait partie des fondateurs de « Rue89 ».

Jean-Bedel Bokassa, dont les outrances impériales ont été honteusement cautionnées par l'Élysée à l'époque de Valéry Giscard d'Estaing et des chasses présidentielles en forêt équatoriale. Il y avait les pitreries de la cour, mais aussi les cachots et l'arbitraire.

Un véritable «porte-avions». La chute de l'empereur, finalement décidée par Giscard, n'a rien arrangé. Sous David Dacko, revenu d'exil dans un Transall de l'armée française, puis sous André Kolingba, l'«homme fort» de Bangui n'était autre qu'un colonel français de la DGSE, maître tout-puissant de la garde présidentielle et donc «président bis» du pays. La stabilité de la RCA était avant tout considérée comme vitale par Paris: base arrière pour les interventions françaises au Tchad à l'époque des menaces libyennes, véritable «porte-avions» au coeur de l'Afrique, un rêve de stratège. Pour garantir la paix civile, le Trésor ne rechignait pas à assurer les fins de mois de Bangui: les soldats, alors, recevaient leur solde à temps...

Ironie de l'histoire, l'ennemi public numéro 1 s'appelait alors Patassé, leader populiste disposant d'un large appui des quartiers pauvres de Bangui. En 1981, assiégé par la police dans sa ferme de la banlieue de la capitale centrafricaine, il réclamait à cor et à cri le départ des «Barracudas», rebaptisés pudiquement «Éléments français» d'assistance opérationnelle (Efao). Un an plus tard, il se réfugiait à l'ambassade... de France, après une tentative de putsch manquée. Un échec qu'il payera par plusieurs années d'exil, avant de devenir enfin président en 1993, «démocratiquement» cette fois. Et faire la preuve que des élections pluralistes sont, en Afrique, une condition nécessaire, mais sûrement pas suffisante pour pouvoir parler de démocratie.

Au coeur de l'Etat. Depuis que l'armée française s'est réinstallée à Bangui en 1979, elle entretient des rapports complexes et ambigus avec la population: les libérateurs sont restés et sont devenus des hôtes encombrants. Et riches: le camp militaire français à Bangui est entouré de grillages géants, tant il suscite la convoitise des jeunes des quartiers populaires. A chaque incident, les esprits s'échauffent et les sentiments antifrçais surgissent. Parler d'ingérence nouvelle à propos de l'action en cours serait ignorer le fait que la France s'est installée au coeur de l'appareil d'État centrafricain depuis longtemps, sans que cela fasse sourciller. Entre ingérence et désertion, la France n'a pas encore su trouver l'équilibre qui légitimerait véritablement sa présence et ses actions. A Bangui, le sentiment antifrçais sanctionne aujourd'hui une longue relation équivoque: les héros de 1979 sont devenus les vilains de 1996.

HASKI Pierre